

Le Balado du Centre des Compétences futures

Saison 4 : Épisode 3 Le casse-tête de la productivité au Canada : Le rôle des compétences

Nous avons beaucoup entendu parler de productivité ces derniers temps. Mais que signifie réellement ce terme? Pourquoi la productivité devrait-elle retenir l'attention des leaders, des décideurs et des Canadiens en général? Dans cet épisode, trois experts se joignent à nous pour en discuter. Ils nous donnent un aperçu des concepts économiques sous-jacents à la productivité et proposent des solutions afin de stimuler la productivité canadienne. Ils expliquent aussi le rôle important du perfectionnement des compétences et de l'innovation lorsqu'il est question de productivité.

Invités

Jonathan Barr, directeur principal, Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE)

Pedro Antunes, économiste en chef, Le Conference Board du Canada

Anne-Lore Fraikin, directrice principale de la recherche économique, Le Conference Board du Canada

Animatrice

Heather McIntosh, directrice de l'équipe Éducation et compétences, Le Conference Board du Canada (animatrice)

Liens

Liens du Centre des Compétences futures et du Conference Board du Canada, tels que les pages Web et les articles recommandés, les pseudonymes de médias sociaux, etc.

Page d'accueil du Centre des Compétences futures :

<https://fsc-ccf.ca/>

Page Twitter du Centre des Compétences futures :

https://twitter.com/fsc_ccf_fr

Page d'accueil du Conference Board du Canada :

<https://www.conferenceboard.ca/>

Page Twitter du Conference Board du Canada :

<https://twitter.com/ConfBoardofCda>

Page Facebook du Conference Board du Canada :

<https://www.facebook.com/ConferenceBoardofCanada/>

Transcript

Heather McIntosh :

Bienvenue à la quatrième saison du balado des Compétences futures, réalisée par le Conference Board du Canada à la demande du Centre des Compétences futures. Nous examinons aujourd'hui comment le perfectionnement des compétences peut aider les Canadiens à se préparer pour l'avenir du travail. Je suis Heather McIntosh, votre animatrice pour cette saison. Je suis également directrice de l'équipe Éducation et compétences au Conference Board du Canada.

Nous avons beaucoup entendu parler de productivité ces derniers temps, mais que signifie réellement ce terme et pourquoi la productivité devrait-elle retenir l'attention des leaders, des décideurs et des Canadiens en général? Trois experts se joignent à nous pour en discuter. Ils nous donneront un aperçu de ce qu'est la productivité et de ses composantes et proposeront des solutions afin de stimuler la productivité canadienne. Ils expliqueront le rôle important du perfectionnement des compétences et de l'innovation lorsqu'il est question de productivité.

Tout d'abord, je suis en compagnie de Jonathan Barr. Jonathan est directeur principal à Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Jonathan a travaillé auparavant à Emploi et Développement social Canada, où il a dirigé une équipe chargée d'analyser les tendances du marché du travail et du domaine des compétences. Auparavant, il a travaillé à l'OCDE pendant près de dix ans et a dirigé une équipe d'économistes spécialisés dans les questions mondiales liées à l'emploi et au développement économique. Bienvenue, Jonathan. Je suis heureux que vous ayez pu vous joindre à nous aujourd'hui.

Jonathan Barr :

Merci beaucoup, Heather. C'est un plaisir d'être parmi vous.

Heather :

Sans plus attendre, j'aimerais y aller d'une première question. Jonathan, commençons par une question générale sur l'importance de la productivité. À votre avis, pourquoi la productivité est-elle importante et pourquoi les non-économistes comme moi devraient-ils s'y intéresser?

Jonathan :

Merci beaucoup pour cette question, Heather. Il me semble à propos de commencer par une citation d'un célèbre économiste nommé Paul Krugman. Il a déclaré : « La productivité n'est pas tout, mais à long terme, elle est presque tout » Cela illustre bien que la capacité d'un pays à améliorer son niveau de vie au fil du temps dépend presque entièrement de sa capacité à augmenter sa production par travailleur. Une économie dont la productivité est élevée connaît une croissance plus rapide, crée plus d'emplois et les salaires y sont plus élevés avec un risque d'inflation moindre.

Heather :

Je comprends. Jonathan, pourriez-vous nous expliquer ce qu'est la productivité, en sachant que vous avez affaire à des non-économistes?

Jonathan :

Oui, en effet c'est une excellente question. Ce qui importe vraiment, c'est de savoir : quelles sont les répercussions d'une faible productivité pour le Canadien moyen? Je crois qu'il faut savoir que les Canadiens, comparés à leurs pairs à l'étranger ou dans d'autres pays, gagnent moins, travaillent plus et dépensent sans doute plus pour le logement. Pour comparer la productivité et ce qu'elle signifie réellement pour le Canadien moyen, il est intéressant de s'attarder aux salaires. La productivité est étroitement liée à la rémunération. Le revenu disponible moyen aux États-Unis est d'environ 62 000 \$, comparativement à environ 43 000 \$ au Canada.

C'est 30 % de moins que le Canadien moyen peut consacrer à d'autres dépenses, qu'il s'agisse de produits alimentaires ou d'autres mesures pour stimuler l'économie à l'avenir. Je pense qu'un autre indicateur important est le nombre d'heures travaillées. Par exemple, pour que l'économie du Canada reste au même niveau que celle de la Finlande, le Canadien moyen devrait travailler environ 200 heures de plus chaque année. Cela représente environ cinq semaines de plus que la moyenne des Finlandais. Je pense que le type de données auquel je fais allusion montre bien pourquoi tous les Canadiens doivent se préoccuper de la productivité.

Heather :

Jonathan, quels sont les récents résultats du Canada en matière de productivité?

Jonathan :

C'est une question très intéressante. La productivité est l'un des phénomènes dont les répercussions s'observent à long terme. Depuis les années 1960, la croissance globale de la productivité de l'économie canadienne a connu une baisse constante. Pour l'essentiel, les taux de croissance étaient de l'ordre de 3,6 % dans les années 1960, mais ils ont régulièrement diminué pour atteindre environ 1,8 % dans les années 1990, puis environ 1 % après l'an 2000. En raison de la pandémie, la croissance de la productivité du travail dans l'économie a été quasiment nulle. En fait, la productivité du travail a chuté au cours de 12 des 15 derniers trimestres qui ont suivi la pandémie. En matière de productivité globale, nous sommes essentiellement revenus au niveau de 2018.

Heather :

Si je comprends bien, votre travail porte principalement sur les questions liées à l'innovation au Canada. Parlez-nous, si vous le voulez bien, de la relation entre l'innovation et la productivité. Comment l'innovation stimule-t-elle la productivité?

Jonathan :

Oui. En réalité, l'innovation est comme le moteur qui fait avancer la productivité. Bien souvent, les innovations mènent à l'adoption de nouvelles technologies, de nouveaux processus et de nouvelles méthodes qui permettent de simplifier les tâches et les processus et rendent l'économie plus efficace, ce qui est vital pour la productivité à l'avenir. Le système d'innovation au Canada joue un rôle important pour stimuler la croissance de la productivité.

Au sein du ministère, nous nous penchons notamment sur la R-D, ou recherche et développement. Nous constatons vraiment que la R-D a des effets d'entraînement importants entre les secteurs. Les connaissances acquises grâce à une innovation peuvent donner lieu à d'autres avancées dans des domaines non liés, ce qui, souvent, amplifie l'effet global sur la productivité. L'innovation est vraiment la clé de la croissance de la productivité au Canada.

Heather :

Où se situe le Canada au chapitre de l'innovation?

Jonathan :

Je pense que le Canada a beaucoup d'atouts, mais qu'il doit aussi relever certains défis. En ce qui concerne nos atouts, le Canada demeure un leader en matière de dépenses de R-D dans les établissements d'enseignement supérieur. C'est très important, car nous savons que les établissements d'enseignement supérieur, comme les universités et les collèges notamment, sont à la pointe de la recherche et de l'innovation et que le savoir génère d'importantes retombées qui stimulent la croissance de la productivité.

D'autre part, l'investissement des entreprises constitue l'un des défis auxquels nous sommes confrontés. Il s'agit vraiment, je pense, d'un défi global en termes de productivité au Canada. L'investissement des entreprises dans la R-D, ou DIRD pour certains économistes, est l'un des indicateurs que nous examinons. Les statistiques démontrent que les taux globaux de DIRD au Canada ont diminué, passant d'un sommet de 1,25 % du PIB en 2021 à 0,93 % en 2021.

Au cours de la même période, les données de l'OCDE montrent que les taux moyens de DIRD sont passés de 2,16 % à 2,71 % du PIB. En d'autres termes, ces statistiques démontrent que le taux global de DIRD au Canada est en baisse, au moment où celui des autres pays de l'OCDE est en hausse. Cette situation aura d'importantes répercussions sur la croissance de notre productivité à l'avenir, car nous sommes en retard sur certains concurrents internationaux dans un marché et une économie mondialisés.

Heather :

Pourquoi pensez-vous que les taux de BIRD diminuent au Canada et augmentent dans les autres pays de l'OCDE?

Jonathan :

C'est une excellente question. Je pense qu'au Canada, l'une des particularités de notre économie est qu'elle repose sur les PME. Nous avons beaucoup de petites et moyennes entreprises. C'est important, car les PME sont le fondement de l'économie. Mais cela crée également des défis en termes d'investissements. Bien souvent, les PME ne roulent pas sur l'or et elles ont certainement été touchées de manière disproportionnée par la pandémie. Cela explique certainement une partie du défi.

Par ailleurs, une part importante de l'investissement des entreprises vise ce qu'on appelle des « ouvrages non résidentiels ». En effet, les usines et les entrepôts servent à fabriquer et à vendre des produits, mais nous constatons que les entreprises investissent moins dans ce que l'on appelle les machines et le matériel ainsi que les produits de la propriété intellectuelle, qui ont souvent des retombées plus importantes liées à la croissance de la productivité. Ce n'est pas que les entreprises refusent d'investir au Canada. C'est peut-être qu'elles n'investissent pas dans des domaines qui stimulent fortement la productivité.

Heather :

Jonathan, quel est le rôle des compétences en matière de productivité?

Jonathan :

À mon avis, les compétences sont essentielles pour résoudre le problème de la productivité au Canada. Au sein de l'économie, il faut rehausser les niveaux de compétences et s'assurer qu'elles soient en adéquation avec la demande des employeurs. La pandémie a catalysé de façon exceptionnelle certaines tendances lourdes en matière d'IA, d'automatisation et de numérisation. Nous constatons que les travailleurs qualifiés sont généralement plus efficaces dans l'accomplissement de leurs tâches. Ils apportent souvent de nouvelles idées et perspectives qui peuvent donner lieu à des innovations et à des améliorations des processus de fabrication et de fourniture des produits et des services. Les compétences sont absolument vitales pour l'avenir de l'économie et pour nous permettre d'obtenir les gains de productivité nécessaires à l'avenir.

Heather :

Vous dites que les compétences sont importantes pour résoudre le problème de la productivité, mais avez-vous une idée de la manière de passer du constat « Oui, les compétences sont importantes » à l'action concrète?

Jonathan :

Je pense que plus les gens possèdent de compétences et plus ils sont formés, plus ils génèrent de la valeur au travail. Je crois que les travailleurs doivent avoir accès à des programmes de formation et de requalification, qu'il s'agisse d'apprendre à utiliser une nouvelle technologie ou d'acquérir des compétences qui permettent de changer de carrière ou de secteur d'activité. Je crois que les nouveaux arrivants sur le marché du travail doivent se tourner vers les collèges, les universités et les programmes d'apprentis qui peuvent les aider à se préparer au monde du travail.

Soulignons aussi que, sous l'effet de l'immigration, la main-d'œuvre canadienne augmente à un rythme jamais vu. Les retombées positives à venir sont à mon avis une caractéristique importante de la productivité globale. Parfois, ces retombées surviennent probablement à plus long terme, mais on observe des transitions au sein de l'économie, portées par la forte et récente croissance démographique.

Heather :

Nous savons maintenant toute l'importance des compétences pour stimuler la productivité. Quelles idées ou recommandations souhaiteriez-vous communiquer aux acteurs de l'écosystème du monde de l'éducation et des compétences?

Jonathan :

Il est intéressant de constater qu'au Canada on peut notamment aborder cette question sous l'angle de l'offre, soit le niveau de scolarisation. Le Canada dispose d'une main-d'œuvre qualifiée. Environ 59 % des Canadiens âgés de 25 à 64 ans ont terminé des études postsecondaires, c.-à-d. un programme collégial ou universitaire. C'est l'un des taux les plus élevés de l'OCDE. Si les approches axées sur l'offre sont certainement importantes,

il faut accorder une plus grande attention à la demande, qui recèle de possibilités également. Il s'agit de travailler en partenariat plus étroit avec les entreprises pour examiner comment elles déploient et utilisent les compétences disponibles dans l'économie en milieu de travail. À cet égard, je pense que l'une des possibilités les plus importantes consiste à examiner les compétences en matière de gestion et à promouvoir ce que l'on appelle les lieux de travail à haute performance au Canada.

Heather :

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur cette idée d'analyser la demande?

Jonathan :

Je crois qu'un des défis au Canada tient à la capacité des entreprises à intégrer et à tirer parti de la panoplie de compétences disponibles au sein de la main-d'œuvre. Pour illustrer ce propos, comparons les approches du Canada à celles des États-Unis en ce qui concerne la scolarisation universitaire des gestionnaires. En 2021, 47 % des gestionnaires canadiens étaient titulaires d'un diplôme universitaire, contre 60 % aux États-Unis. Une bonne gestion, l'un des facteurs d'une organisation performante, permet notamment d'utiliser plus efficacement les compétences existantes. Nous savons que la formation des cadres stimule l'innovation, car elle permet de diffuser les pratiques exemplaires, d'accroître la capacité des cadres à s'adapter au changement et à le gérer efficacement. La formation facilite aussi l'intégration des nouvelles technologies en milieu de travail, ce qui est très important pour la productivité.

Heather :

Jonathan, pourriez-vous nous en dire plus sur cette notion de milieux de travail hautement performants?

Jonathan :

Oui, bien sûr. Dans le prolongement de notre discussion sur l'examen de la demande dans l'économie, il m'apparaît très à propos de collaborer plus étroitement avec les entreprises pour les encourager à mieux tirer parti des compétences. Pour mesurer cet aspect, on peut employer ce que j'appelle les « pratiques de travail performantes ». Ces pratiques prennent différentes formes, comme des programmes de récompense des employés, des horaires de travail plus flexibles, de la formation sur le mentorat et le développement du leadership, ainsi que l'instauration d'une culture organisationnelle qui favorise la formation et le développement. Il s'agit essentiellement de permettre aux employés d'être plus autonomes et d'acquérir des compétences en milieu de travail.

L'OCDE recueille actuellement des données internationales à ce sujet à l'aide de son enquête sur les compétences des adultes. Au Canada, environ 28 % des entreprises mettent en œuvre des pratiques de travail à haute performance, les grandes entreprises étant plus nombreuses que les petites à les adopter. Ce chiffre est légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE, mais il est inférieur à celui de pays chefs de file comme le Danemark, la Finlande et la Suède. Je pense qu'il s'agit d'un domaine dans lequel nous pourrions peut-être en faire davantage, non seulement pour mesurer, mais aussi pour examiner les possibilités d'action à l'avenir afin d'encourager les entreprises à réfléchir de manière plus critique à la façon dont elles conçoivent le lieu de travail pour maximiser la manière dont les compétences sont déployées.

Heather :

Nous espérons ainsi maximiser la productivité.

Jonathan :

Tout à fait.

Heather :

Jonathan, merci beaucoup d'avoir été des nôtres aujourd'hui. Ce fut un réel plaisir de discuter avec vous.

Jonathan :

Merci beaucoup, Heather. Ça m'a fait très plaisir de participer à ce balado.

Heather :

Ensuite, nous approfondirons les dimensions de la productivité en compagnie de Pedro Antunes, économiste en chef au Conference Board du Canada. Le Conference Board est une organisation bien connue et dont les analyses de l'économie canadienne contribuent à son excellente réputation. Les économistes du Conference Board publient régulièrement des analyses et des prévisions économiques approfondies. Pedro est une voix familière dans les médias. Il partage fréquemment son expertise auprès de divers organes de presse et il est très habile pour expliquer simplement des questions économiques complexes et nuancées. Je suis ravie qu'il ait pu se joindre à nous pour ce balado. Bonjour, Pedro. Comment allez-vous?

Pedro Antunes :

Très bien. Merci de m'accueillir parmi vous, Heather.

Heather :

Pedro, pourriez-vous nous expliquer l'importance de la productivité et les raisons pour lesquelles les observateurs sont si préoccupés par le retard qu'accuse le Canada à cet égard?

Pedro :

Comme vous le savez peut-être, Heather, je travaille depuis longtemps au Conference Board et nous étudions la productivité de longue date. Pourquoi est-ce important? Les économistes vous diront que la productivité est la production, ou le PIB, par heure travaillée. Précisons que le PIB est essentiellement le revenu que nous gagnons grâce à l'activité économique. Parfois, les gens oublient ce que cela signifie réellement, mais le revenu gagné par heure travaillée est vraiment important, car c'est ce qui fait notre prospérité.

En fait, lorsque nous parlons de productivité, nous nous intéressons généralement aux entreprises, car il est difficile de mesurer la productivité dans le secteur public. Nous examinons la productivité du secteur des entreprises. Combien gagnons-nous par heure travaillée en termes de revenus? On parle ici des salaires et des revenus gagnés par les travailleurs, mais aussi des profits et des revenus gagnés par les propriétaires du capital? Voilà ce qu'est le PIB, essentiellement.

Pourquoi est-ce important pour le secteur privé? C'est le secteur privé qui génère les revenus taxés par le gouvernement. Nous nous concentrons sur ce que font les entreprises. Que fait le secteur des entreprises au chapitre de l'investissement et de toutes les activités susceptibles de générer ces revenus? Bien entendu, si nous accusons du retard en matière de croissance de la productivité par exemple, c'est signe que notre niveau de prospérité prend lui aussi du retard comparativement aux autres pays.

Heather :

Pedro, cette notion de productivité semble assez complexe. Pouvez-vous nous aider en la décortiquant un peu?

Pedro :

Un discours récent de notre sous-gouverneur à la Banque du Canada a retenu l'attention. Carolyn Rogers a parlé de la productivité dans un discours prononcé à Halifax et je crois qu'elle a expliqué avec brio ce dont il s'agit. Elle s'est attardée aux facteurs qui déterminent notre performance en matière de productivité. Elle a mis l'accent sur la quantité de capital physique par heure travaillée ou par travailleur, comme vous pouvez l'imaginer.

Pour illustrer cette notion, j'ai l'habitude de comparer une pelle et une excavatrice. Elle a pris l'exemple d'un employé muni d'une pelle comparativement à celui qui opère une souffleuse ou une camionnette dotée d'une grappe. On imagine aisément que la production par heure de travail sera beaucoup plus élevée si l'employé dispose d'un capital physique plus important. C'est un facteur clé. L'autre facteur très important, où le Canada fait assez bonne figure à mon avis, concerne la qualité des travailleurs eux-mêmes. Nous mesurons cela essentiellement à l'aide du niveau de scolarisation et des compétences.

C'est un autre élément très important. En fait, nous examinons l'évolution des salaires réels. Statistique Canada le mesure assez bien et nous dit que nous avons développé notre capital humain au Canada. Au fil du temps, cela fait augmenter de façon constante notre productivité, nos revenus. Prenons l'exemple d'un ingénieur et d'un travailleur du secteur des services. Sans porter de jugement sur l'une ou l'autre profession, on constate que le salaire d'un ingénieur sera plus élevé parce que la valeur ajoutée générée par un plus haut niveau de scolarité et de certification est plus importante.

Le dernier élément, qui est vraiment intéressant et qui est à l'origine de nombreux changements relatifs à la productivité, est ce que nous appelons l'efficacité ou la productivité

multifactorielle. Vous avez peut-être entendu parler de ces termes. Ils sont assez courants dans les études sur la productivité. Que signifient précisément ces termes? En fait, les économistes l'ignorent. C'est ce que nous avons du mal à comprendre en ce qui concerne le capital physique ou, essentiellement, le capital humain à l'origine de notre production.

Ces différents morceaux du casse-tête ne sont pas nécessairement toujours assortis. Parfois, il y a un élément que nous ne comprenons pas. Nous l'appelons « productivité multifactorielle ». Lorsque nous examinons la productivité multifactorielle, l'efficacité, nous tenons compte de tout. C'est une partie de notre travail sur l'innovation, lorsque nous examinons si différentes innovations atteignent l'étape de la commercialisation. Produisons-nous des produits brevetés? Sommes-nous actifs en recherche et développement? Avons-nous l'esprit d'entreprise? Voilà les facteurs qui, selon nous, influent sur l'efficacité, si difficile à comprendre en réalité.

Heather :

Pedro, nous entendons beaucoup parler du retard qu'accuse le Canada au chapitre de la productivité. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet? Dans quels domaines sommes-nous à la traîne? Pourquoi accusons-nous un retard selon vous? J'aimerais que vous nous aidiez à creuser ce sujet.

Pedro :

J'aime mettre les choses en perspective. Si l'on considère les dix dernières années environ, nous avons affiché une productivité semblable à celle de la plupart des autres économies avancées. Ce n'est pas si mal, mais presque toutes les économies avancées sont à la traîne comparativement aux États-Unis, qui sont nettement un cran au-dessus de tous les autres pays. Si nous remontons plus loin dans le temps, nous savons que le Canada n'a pas vraiment fait bonne figure comparativement à d'autres économies. Comme je l'ai mentionné, il s'agit d'un problème de longue date.

J'aimerais souligner une préoccupation importante, particulièrement frappante et qui explique pourquoi nous entendons parler d'« urgence en matière de productivité » – je n'aime pas spécialement le terme « urgence » parce qu'il suggère que, d'une certaine manière, nous pourrions régler le problème rapidement. Cette préoccupation concerne un certain nombre d'enjeux à long terme. Faisons-nous suffisamment de R-D? Investissons-nous suffisamment dans le capital physique? Ce sont des facteurs structurels. Pour traiter ces questions, nous devons adopter une perspective à long terme.

Néanmoins, je crois que le terme « urgence » est employé en raison des changements observés dans le cycle économique depuis la pandémie. Nous avons constaté une réelle baisse de la productivité au Canada. Cela s'explique en partie par le fait que certaines industries très productives n'ont pas repris leurs activités après la pandémie. Dans une certaine mesure, cette situation est devenue récemment très préoccupante, car l'économie a ralenti très fortement. En effet, les taux d'intérêt ont augmenté et la Banque du Canada tente ni plus ni moins de mettre l'économie sur pause.

Parallèlement, les entreprises et les employeurs continuent d'embaucher massivement. Vous pouvez imaginer ce que cela signifie lorsque votre PIB, c'est-à-dire vos ventes et votre revenu, sont en baisse alors que, au même moment, vous embauchez davantage. J'aimerais souligner le caractère cyclique, sans doute, de ce phénomène. Peut-être que cette baisse se résorbera jusqu'à un certain point. Ce sont plutôt les tendances à long terme qui me préoccupent le plus.

Heather :

Pedro, je veux profiter de votre présence pour vous demander : Pourquoi les États-Unis se démarquent-ils à ce point en matière de productivité?

Pedro :

Essentiellement, depuis 2015, nous constatons une baisse importante de l'investissement privé en capital physique. En effet, notre compétitivité, notre compétitivité fiscale et bien d'autres facteurs ont influé sur le niveau des dépenses d'investissement. Nous ne développons pas ce capital productif assez rapidement pour suivre le rythme de la croissance de l'emploi, qui a été particulièrement forte ces dernières années.

Ce constat est d'autant plus frappant lorsqu'on observe la situation aux États-Unis. Examinons l'investissement privé américain dans le capital productif, c'est-à-dire le capital physique, à l'exclusion du domaine résidentiel. Nous devons analyser les investissements en machines et en matériel, dans le secteur industriel, ainsi que les infrastructures de transport et d'autres infrastructures financées par le gouvernement, toujours en excluant le secteur résidentiel.

Ce faisant, nous constatons que les États-Unis investissent essentiellement 15 % de leur PIB, de leur revenu total. Le Canada se situe plutôt autour de 10 ou 11 %. Ainsi, nous constatons que le Canada accuse du retard dans un domaine où il est relativement facile d'accroître la productivité, soit le capital physique, par exemple en augmentant le nombre de déneigeuses. En élargissant le champ de comparaison, nous voyons que nous accusons du retard non seulement par rapport aux États-Unis, mais aussi par rapport à l'Europe et à de nombreux autres pays.

Heather :

Pedro, nous avons abordé en détail plusieurs défis et tenté de comprendre leurs origines. J'aimerais connaître votre avis sur certaines des solutions possibles face à ces défis. À votre avis, que pouvons-nous faire pour améliorer la productivité au Canada?

Pedro :

C'est une question difficile. Je pense que nous devons nous attarder à la compétitivité de notre régime fiscal. Le dernier budget fédéral a suscité beaucoup de mécontentement quant

à l'impact pressenti d'éventuelles hausses de l'impôt sur les gains en capital. Je n'ai rien contre un régime fiscal équitable au Canada. Mais on est en droit de se demander : sommes-nous vraiment concurrentiels? En modifiant notre régime fiscal, risquons-nous de perdre un possible avantage concurrentiel face aux États-Unis?

À tout le moins, il est primordial de prendre conscience de la situation dans laquelle nous nous trouvons. À l'heure actuelle, nous observons des investissements très importants aux États-Unis en raison des nombreuses mesures qui ont été mises en place. Nous faisons référence à l'adoption de l'Inflation Reduction Act (IRA) et aux subventions gouvernementales. L'IRA est une loi adoptée par le président Biden. Elle vise à contrer l'inflation et à subventionner fortement les industries vertes.

Nous avons remporté quelques victoires au Canada, comme les subventions accordées directement aux usines de fabrication de batteries, que l'on soit d'accord ou non. Des observateurs croient que Honda pourrait faire des annonces dans le domaine de la fabrication des véhicules électriques, ce qui constituerait une autre victoire. Je pense qu'il s'agit là d'un enjeu qui mérite notre attention. Nous devons également examiner notre processus d'approbation environnementale. Heather, j'aimerais qu'on aborde un sujet plutôt positif, selon moi.

Je crois qu'on peut relever plusieurs points favorables. Tout d'abord, nous ne sommes plus vraiment une économie manufacturière. Notre économie demeure axée sur les ressources, mais c'est l'économie du savoir qui nous a permis de connaître une croissance exceptionnelle au cours de la dernière décennie et même pendant la pandémie. L'investissement que nous faisons dans le capital humain est, je pense, essentiel à cet égard. Nous jouissons d'une forte immigration.

Je sais que nous sommes confrontés actuellement à des défis en matière d'accessibilité et d'autres également. Mais notre force réside essentiellement dans l'économie

du savoir, qui est en plein essor et où le secteur privé prospère. En ce qui concerne le volet « savoir » de ce type d'économie, des recherches récentes menées par Statistique Canada révèlent que nous ne comptabilisons peut-être pas toujours adéquatement l'ensemble des investissements de capital.

Ainsi, il peut être difficile de comptabiliser dans les statistiques l'adaptation et l'adoption de technologies basées sur l'infonuagique, sur l'IA par exemple. Je pense que l'IA va changer la donne. Il reste encore beaucoup à apprendre sur les répercussions à venir de ces technologies sur l'économie du savoir au Canada, un secteur en plein essor. Par exemple, au cours de la dernière décennie, ce sont les autres services professionnels, scientifiques et techniques, des domaines du secteur privé aux salaires élevés, qui ont été les moteurs de la croissance économique.

Heather :

Comme vous le savez, certains de nos collègues mènent des recherches sur les compétences et la productivité. Nous aimerions connaître votre point de vue à ce sujet. Êtes-vous au courant du projet? Qu'en pensez-vous?

Pedro :

Une partie du travail de l'équipe d'Anne-Lore, financé par le Centre des Compétences futures, s'intéresse à l'incidence, sur la productivité, du degré de concordance entre les compétences disponibles et les besoins du marché du travail, ou de l'absence de compétences. Ces travaux vont nous permettre de pallier en partie cette lacune dans nos connaissances en matière de productivité. Il s'agit d'un travail de recherche très important. Une première du genre, qui nous aidera à mieux comprendre les ingrédients manquants pour accroître la productivité du Canada.

Heather :

Très bien. J'ai hâte de m'adresser à Anne-Lore pour en savoir plus. Merci, Pedro.

Pedro :

J'ai été très heureux d'être parmi vous aujourd'hui, merci beaucoup.

Heather :

Nous discuterons maintenant du projet de recherche récent du Conference Board du Canada, financé par le Centre des Compétences futures. Anne-Lore Fraikin, directrice principale de la recherche économique au Conference Board du Canada, est là pour nous en parler. Bienvenue Anne-Lore.

Anne-Lore Fraikin :

Merci de m'avoir invitée, Heather.

Heather :

Je suis impatiente d'en savoir plus sur cette recherche. Que vise-t-elle à accomplir?

Anne-Lore :

Le rapport que nous préparons examine le lien entre la productivité et les pénuries de compétences au Canada. On entend souvent dire que la productivité du travail au Canada est inférieure à celle de ses pairs, et en particulier à celle des États-Unis. De nombreuses raisons peuvent expliquer cette situation. Les recherches antérieures ont porté sur la structure industrielle, comme l'innovation commerciale. Nous adoptons un angle différent et nous cherchons à savoir si les compétences, et les pénuries de compétences en particulier, ont une incidence sur les performances du Canada en matière de productivité. Notre étude cherche avant tout à comprendre la relation entre la productivité au Canada et les pénuries de compétences.

Heather :

C'est intéressant. Quelles ont été vos conclusions?

Anne-Lore :

Nous avons constaté que les compétences sont importantes pour la productivité. En fait, si l'on considère les deux épisodes au cours desquels la croissance de la productivité du Canada a été comparable à celle des États-Unis, il s'agit du début des années 2000. À partir de 2018, nous avons constaté que les pénuries de compétences expliquent environ 7 % de cet écart. Cela peut sembler peu. En fait, même

si nous pouvions combler cette petite partie de l'écart de productivité, cela augmenterait le PIB canadien de plusieurs milliards de dollars chaque année.

Heather :

Pourquoi ce lien entre les pénuries de compétences et la productivité que vous avez trouvé est-il important?

Anne-Lore :

Nos recherches révèlent que les pénuries de compétences, un phénomène bien connu au Canada, ont une incidence sur la productivité. Elles pourraient expliquer en partie pourquoi le Canada accuse un retard comparativement à ses pairs. Nous savons également que certaines mesures gouvernementales peuvent aider à remédier aux pénuries de compétences au Canada. C'est le cas notamment de la formation et de l'éducation, mais aussi de l'immigration ciblée. Compte tenu de la conjoncture et des tendances que nous observons, il importe de bien saisir les facteurs qui influent sur la productivité au Canada afin d'alimenter la réflexion sur les mesures et les politiques ciblées à mettre en œuvre.

Heather :

Entrons dans les détails du projet. Je suis curieuse d'en savoir un peu plus sur votre approche.

Anne-Lore :

Le rapport comporte deux parties. Premièrement, nous mesurons le lien entre les pénuries de main-d'œuvre et la productivité au Canada. À partir de six indicateurs tirés des données de Statistique Canada, nous avons mis au point un indice de tension du marché du travail. Nous utilisons cet indice comme mesure approximative des pénuries de compétences. Ensuite, nous avons constaté que les pénuries de compétences ont une incidence sur la productivité.

Dans la deuxième partie du rapport, nous établissons un profil de compétences par secteur d'activité. En nous appuyant sur la première partie du rapport, nous savons quels secteurs sont les plus susceptibles d'être

confrontés à des pénuries de compétences. Dans la deuxième partie, nous traduisons les secteurs et les professions de chacun de ces secteurs en demandes de compétences et en déficits de compétences afin de pouvoir évaluer les besoins et les déficits de compétences actuels du marché du travail canadien.

Heather :

Qu'entendez-vous par « pénuries de compétences »? Comment mesurer ces pénuries de compétences?

Anne-Lore :

C'est une très bonne question. Il est difficile de mesurer les pénuries de compétences, car les compétences ne sont pas directement observables. Les données disponibles ne concernent pas directement les compétences. Nous n'avons pas d'information de Statistique Canada qui nous permettrait de connaître les compétences pour lesquelles il existe une pénurie. Tout d'abord, je crois qu'il convient de distinguer entre trois concepts importants et distincts.

Les pénuries de compétences, qui font l'objet du rapport, surviennent lorsque les compétences recherchées par les employeurs ne sont pas disponibles dans le bassin de candidats ou parmi les chômeurs. Les problèmes d'inadéquation en matière de compétences, pour leur part, surviennent lorsque le niveau de compétence d'un travailleur est inférieur aux exigences de son poste ou encore les dépasse. Les pénuries de compétences peuvent entraîner des problèmes d'inadéquation en matière de compétences, car les employeurs peuvent être amenés à embaucher des travailleurs sous-qualifiés pour le poste à pourvoir, par exemple.

Ensuite, les pénuries sur le marché du travail sont le résultat d'une pénurie de travailleurs qualifiés. Le degré de tension est généralement mesuré en examinant le taux de chômage ou les augmentations de salaire, le nombre moyen d'heures de travail des travailleurs. Comme nous ne pouvons observer directement les pénuries de compétences, nous devons recourir à d'autres approches. Dans ce rapport, nous

utilisons la méthodologie de l'OCDE, employée notamment dans l'élaboration de sa base de données Skills for Jobs (Des compétences pour l'emploi).

Nous combinons six indicateurs différents du marché du travail et nous créons une mesure unique de la tension sur le marché du travail pour chaque secteur d'activité au Canada. Cet indicateur nous indique, à un moment donné, quels secteurs sont confrontés à un marché du travail tendu. Il nous sert à estimer les pénuries de compétences. En somme, nous examinons la situation sur le marché du travail. Ces indicateurs nous permettent de cerner les secteurs susceptibles d'être confrontés à une pénurie de compétences. Voici comment fonctionne cet indice.

Lorsqu'une compétence est rare, on peut s'attendre à ce que les revenus tirés de cette compétence augmentent. Ainsi, nous nous attendons à ce que les salaires des travailleurs qui possèdent cette compétence augmentent. Ainsi, les entreprises chercheront sans doute à modifier leur processus de production afin de moins dépendre de cette compétence. Les travailleurs ou les demandeurs d'emploi seront sans doute désireux d'obtenir une formation axée sur cette compétence. Pris isolément, les salaires et les heures de travail ne donnent pas toujours un portrait global de la situation. Nous devons utiliser un indice composé de différents indicateurs pour vraiment comprendre la réalité du marché du travail.

Heather :

Merci de nous avoir expliqué tout cela. Je sais que cette méthodologie est à la fois unique et complexe. Aimerez-vous nous faire part d'autres résultats liés à ce projet?

Anne-Lore :

Au-delà du résultat principal selon lequel les compétences sont importantes pour la productivité, j'aimerais souligner deux autres résultats clés. Tout d'abord, nous avons constaté que trois groupes de secteurs d'activité dans l'économie canadienne présentent des besoins semblables en matière de compétences. Le premier est le secteur de la production de

biens, comme la construction et l'exploitation minière. Le deuxième groupe est celui des services fondés sur le savoir, comme les services professionnels, la santé et l'éducation. Le troisième groupe est celui des services techniques et manuels comme l'hôtellerie.

Les données révèlent que les pénuries de compétences dans un secteur ont souvent une incidence sur d'autres secteurs où la demande de compétences est comparable. Nous avons constaté que le secteur de la construction est actuellement confronté à des pénuries de compétences. Cette situation s'est répercutée sur les secteurs des services publics et de l'exploitation minière. En 2022 et 2023, nous avons constaté que ces pénuries de compétences ont coûté près de 4 G\$ à l'économie canadienne. Nous savons que ces trois secteurs confrontés à des pénuries de compétences requièrent des niveaux élevés de compétences techniques, c'est-à-dire des travailleurs capables de sélectionner, d'installer, de faire fonctionner, de tester, d'entretenir et de réparer du matériel et des machines, ainsi que de concevoir et d'élaborer des plans pour la construction d'objets, de matériel, de machines, de structures ou de systèmes d'ingénierie.

Heather :

Maintenant que ce projet est terminé, quelle est la suite de vos recherches?

Anne-Lore :

Nous pensons qu'il serait utile de comprendre les pénuries de compétences et la demande de compétences de façon plus détaillée. Nous aimerions examiner, à nouveau, l'indice de tension du marché du travail, par exemple, par profession plutôt qu'à l'échelle des

secteurs d'activité. Nous avons étudié trois groupes de secteurs d'activité. Nous aimerions donc reproduire cette étude en ciblant certains secteurs d'activité. Nous aimerions également tenter de mieux comprendre les voies permettant d'atténuer les pénuries de compétences. Par exemple, nous avons constaté que le secteur de la construction est actuellement confronté à des pénuries de compétences. Pourrait-on résorber ces pénuries par des programmes de formation comme la formation en cours d'emploi ou les microtitres de compétences, ou faut-il recourir à des programmes universitaires ou d'apprentissage étalés sur plusieurs années?

Heather :

Pour conclure cet épisode, je tiens à remercier nos invités, Jonathan, Pedro et Anne-Lore, pour leurs propos éclairants. Ils ont réussi à bien nous faire comprendre des concepts économiques complexes et parfois assez techniques. Nous avons discuté de l'importance de la productivité pour la prospérité du Canada et du rôle de l'innovation et du perfectionnement des compétences à cet égard. Merci d'avoir été des nôtres. Si vous avez aimé cet épisode, n'hésitez pas à vous abonner et à recommander à d'autres personnes de l'écouter. Je suis votre animatrice, Heather McIntosh. Je vous dis à la prochaine.

En partenariat
avec le :



Le Conference
Board du Canada

Blueprint

Financé par le programme
des Compétences futures du
gouvernement du Canada.

Canada